

# Stratégie électorale : les « Sans-parti »

Roméo Bouchard, [www.quebecvote.ca](http://www.quebecvote.ca)

Les propositions politiques se multiplient au Québec, et c'est tant mieux, car nous étions enlisés et paralysés depuis un bon moment.

Charest, sa proposition est claire : confier le développement et la gérance du Québec à l'entreprise privée, étrangère de préférence. Et ça marche : le Québec va mieux que jamais, paraît-il!

Legault, quant à lui, veut relancer le Québec Inc, c'est-à-dire miser sur l'initiative et la gérance de nos entreprises québécoises pour relancer notre modèle québécois. Ça plait!

Le Nouveau Mouvement pour le Québec veut quant à lui relancer le projet souverainiste et idéalement y entraîner le PQ et QS, avec une stratégie, ou plutôt une rhétorique citoyenne et « constituante », assez confuse et illusoire sans doute; quoi qu'il en soit, la prochaine élection devrait nettoyer le paysage et donner l'heure juste sur l'avis des québécois concernant l'option souverainiste, qu'on puisse enfin passer aux réformes démocratiques urgentes avant que Charest ait complètement liquidé le territoire et l'État québécois.

Dans ce contexte, le concept et la stratégie proposée par l'équipe de QuébecVote (le Projet Papineau) conserve toute sa pertinence, à moyen terme du moins, parce que c'est la seule proposition qui s'attaque aux causes profondes de la perte de pouvoir des citoyens : les nouveaux partis ou mouvements ne proposent pas de changements majeurs au système politique actuel et se contentent de recycler le même modèle et les mêmes idées .

## **Le Projet Papineau**

Le Projet Papineau repose sur le constat que la dictature qu'exercent les partis politiques sur notre système électoral et parlementaire, et notre vie politique en général, ne permet plus aux citoyens d'être représentés et entendus. La solution proposée consiste à éliminer les partis politiques comme intermédiaires entre les citoyens et leurs représentants dans le processus électoral et parlementaire : une assemblée d'élus sans partis politiques, qui nomme l'Exécutif et qui privilégie la démocratie directe et territoriale, afin de redonner le pouvoir aux citoyens dans et entre les élections. (Détails sur [www.quebecvote.ca](http://www.quebecvote.ca))

Comme on ne saurait compter sur les partis politiques existants pour se saborder ni pour adopter toute proposition en ce sens provenant d'une démarche parallèle (États généraux, constituante citoyenne, etc.), la stratégie que propose le Projet Papineau pour y parvenir est une Coalition de 125 candidats sans-parti aux prochaines élections (les Sans-parti)

## **Une coalition de Sans-parti**

Une coalition de 125 candidats sans parti, idéalement sans le statut de parti autorisé, pourrait tenter de se faire élire aux prochaines élections avec comme seul engagement commun, si elle obtient une majorité à l'assemblée nationale, de réaliser, dans les deux premières années suivant son élection, une réforme démocratique qui redonnerait aux citoyens le contrôle sur leurs représentants et sur les décisions de leur gouvernement.

## **L'engagement des Sans-parti**

La réforme démocratique en question serait confiée à une assemblée constituante de citoyens, tirés au sort selon des critères d'admissibilité et de représentation rigoureux, et mandatés pour rédiger, avec la participation de la population, une constitution dans laquelle les Québécois pourraient définir eux-même le type de société et de gouvernement qu'ils veulent pour l'avenir.

La réforme démocratique proposée (mandat de la constituante) devrait être conçue de façon à corriger les causes profondes de la rupture actuelle entre les citoyens et la politique, à savoir:

- le rôle néfaste des partis politiques,
- l'absence de démocratie directe et de participation citoyenne,
- la centralisation excessive des décisions et des budgets au détriment de l'autonomie des régions, des villes et des villages,
- l'aliénation de notre territoire, de notre environnement et de nos ressources naturelles au profit d'intérêts privés,
- l'écart grandissant des revenus,
- la collusion entre dirigeants publics et intérêts privés,
- l'incertitude sur le statut et l'avenir politique du Québec.

Il va de soi que cette Coalition s'engagerait, si elle prenait le pouvoir, à assurer, durant ces deux années, la gestion courante de l'État et le gel éventuel des politiques et projets controversés, en attendant que les citoyens se soient prononcés dans la constitution.

Au terme des ces deux ans, la Coalition ferait place au gouvernement prévu dans la nouvelle constitution.

## **Les chances de réussite**

Cette stratégie constitue certes une aventure collective d'envergure. Mais si on sait miser sur le climat actuel de désaffection à l'égard des partis politiques et utiliser à fond les moyens modernes de communication, elle peut gagner l'adhésion d'un grand nombre de Québécois, les plus jeunes notamment. Beaucoup d'indices vont dans ce sens et le souvenir des années soixante est encore là : les Québécois, qui sont sans doute les seuls à

avoir réussi une Révolution... tranquille, sont encore capables de surprendre! La dernière élection fédérale en est une preuve éloquente.

De plus, c'est probablement la meilleure façon d'offrir une véritable alternative aux électeurs orphelins et d'éviter qu'ils se dirigent, par défaut, vers des partis qui nous enfermeraient de nouveau dans le vieux modèle pour des années à venir.

Même si elle n'obtenait pas une majorité du premier coup, la stratégie proposée placerait la réforme de nos institutions démocratiques au centre du débat et des préoccupations de tous les acteurs de la prochaine élection et du prochain gouvernement. De plus, la présence d'une coalition de députés indépendants serait en elle-même le début d'un nouveau modèle de démocratie directe sans partis. C'est une stratégie à moyen terme.

**Sans-parti, sans parti-pris, sans ligne de parti, sans guerre de partis, sans promesses de partis, sans chefs de partis, sans partisanerie: que la démocratie!**